

Remarques de la Haute Représentante/Vice-Présidente de la Commission européenne Federica Mogherini lors du débat 'Présent et

Bruxelles, le 2 mai 2017

Seul la version écrite fait foi!

Messieurs les Présidents, Mesdames et Messieurs les Députés, Monsieur l'Ambassadeur, Chers amis,

C'est vraiment pour moi un plaisir de me retrouver avec vous, je salue chaleureusement l'initiative du Parlement européen d'organiser cette Semaine Tunisienne – la toute première pour un pays méditerranéen – et je suis très heureuse de comprendre que votre première visite à l'étranger est ici à Bruxelles, auprès des institutions européennes, en particulier auprès du Parlement européen où tous les groupes politiques ont toujours soutenu fortement l'approfondissement de notre partenariat, comme également au sein du Conseil européen où tous les Etats Membres peuvent se définir des amis de la Tunisie. Alors, s'il y a un sujet qui n'est pas matière à divisions dans l'Union européenne c'est bien le soutien et l'amitié et le partenariat entre l'Union européenne et la Tunisie.

Depuis 2011, la Tunisie représente l'espoir de notre région commune. Elle a été le phare du changement, et en même temps le baromètre des tensions et des aspirations des peuples de la Méditerranée avec toutes les contradictions de ces dernières années.

Aujourd'hui, la Tunisie a besoin de consolider les acquis de ces dernières années. Ces acquis nous démontrent que le changement est possible, au-delà de toutes difficultés. Ils nous démontrent que la négociation et la coopération sont plus efficaces que l'affrontement. Ils nous démontrent que l'Islam peut s'épanouir en démocratie et la démocratie en terre d'Islam. Ils nous démontrent que la société civile est un partenaire essentiel pour la paix et la réconciliation nationale.

Mais ces acquis, bien qu'importants, ne sont pas un point d'arrivée : comme vous l'avez dit, ils ne sont qu'un début. La démocratie est toujours un chemin, un processus d'apprentissage continu – cela est vrai par contre ici aussi, en Europe. Le changement qui a commencé en Tunisie doit continuer – et nous, les Européens, nous sommes prêts à vous accompagner, étape par étape, sur ce chemin, avec toutes les institutions européennes, fortement convaincues de cette nécessité, parce que c'est aussi notre intérêt à nous, les Européens.

Le Président Essebsi l'a très bien dit devant ce Parlement, avec un discours qui a combiné le respect pour la tradition et un désir de modernité, l'Islam et la démocratie, la consolidation et le changement.

Parmi les forces de la Tunisie, il y a tout d'abord le désir de changement du peuple tunisien, comme démontré par la révolution de 2011. Il y a aussi la Constitution de 2014, Monsieur le Président [Antonio Tajani] vous l'avez rappelé, dont la mise en œuvre effective reste, je le sais très bien, l'un de vos engagements majeurs et là aussi, comptez sur nous pour vous accompagner dans ces défis.

L'Assemblée des Représentants du Peuple a un rôle central dans cette consolidation démocratique. Vous avez devant vous une tâche importante de bonne coordination – tant interne qu'avec les instances gouvernementales –, de transparence, et de suivi en faveur des citoyens. Ceci sera crucial pour garder pleinement leur confiance et traduire leurs aspirations.

Les élections municipales prévues à la fin de cette année seront sans doute une autre étape importante dans le processus de transition démocratique.

Dès le lendemain de la Révolution de 2011, l'Union européenne s'est engagée à soutenir pleinement la transition entamée par le peuple tunisien, que vous représentez ici aujourd'hui. Une transition pour plus de démocratie, plus de justice sociale, plus de liberté. Mais une transition aussi, le Président Tajani l'a bien rappelé, pour plus de croissance et d'opportunités, afin de réduire les inégalités sociales, générationnelles et régionales.

Nous avons depuis lors décidé, ensemble, de la mise en place d'un partenariat privilégié. Un partenariat continuellement nourri par nos échanges à tous niveaux.

Je souhaite ainsi aujourd'hui réaffirmer notre volonté de continuer à appuyer vos efforts sur les réformes – notamment de l'administration publique, la justice, la décentralisation et la lutte contre la corruption, pour ne citer que les plus importants.

L'Union européenne a adopté à la fin de 2016 une Communication détaillant une série de mesures ambitieuses en appui à la Tunisie, tant sur le plan financier que pratique, et démontrant ainsi la profondeur de notre relation avec la Tunisie.

Au travers de ces actions, l'Union européenne répond "présente" pour la Tunisie, toujours. Ainsi, nous nous réjouissons de vos succès, et nous voulons vous soutenir pleinement face aux défis actuels – on le sait très bien, il y en a plusieurs, économiques, sécuritaires, sociaux et régionaux, à partir de la crise en Libye qui nous concerne directement comme Tunisiens, comme Européens, exactement de la même manière.

A cet égard, le rôle des instances tunisiennes, du Gouvernement, de l'Assemblée, des institutions visant au renforcement de l'Etat de droit est déterminant pour aller de l'avant. Il est important que l'Assemblée continue à travailler avec le gouvernement pour soutenir et [faire] avancer les réformes et permettez-moi d'ajouter que le Premier Ministre Youssef Chahed et moi faisons partie de la même génération. Sa nomination – je crois – a envoyé un signal important de renouvellement de la classe dirigeante tunisienne. Pour la première fois en soixante ans – je pense ne pas me tromper –, le chef de gouvernement tunisien a moins de 50 ans.

Cela reflète la réalité du pays. En effet, rappelons que la moitié de la population tunisienne a moins de trente ans. Chaque fois que je

visite votre pays – et je le fais souvent, je suis contente – je rencontre un grand nombre de jeunes hommes et jeunes femmes – je voudrais souligner le rôle des jeunes femmes et des femmes dans la société tunisienne, y compris dans la Révolution de 2011-, qui ont beaucoup de talent, d'énergie et un désir profond de contribuer à la vie de leur pays. C'est une ressource fondamentale sur laquelle il faut s'appuyer.

Je souhaite donc terminer en parlant des jeunes tunisiens. Suite à ma rencontre avec le Président [Béji Caïd Essebsi], lors de ma visite à Tunis le 1 novembre 2016, nous avons lancé le Partenariat Union européenne-Tunisie pour la jeunesse. Et nous sommes prêts à soutenir pleinement la Tunisie dans la préparation et la mise en œuvre d'une stratégie nationale pour la jeunesse.

Notre but est de permettre à cette grande richesse -la jeunesse- de fleurir. Il est urgent de trouver la façon de leur donner une perspective plus forte pour leur développement personnel et professionnel, par la création d'emplois, mais aussi par la formation professionnelle, ou l'éducation, et la participation politique. L'Assemblée a aussi un rôle important à jouer à cet égard.

Nous travaillons maintenant sur un appui renforcé dans les domaines tels que l'emploi, l'éducation, la recherche et la mobilité des étudiants et des jeunes. Nous espérons établir un dialogue structuré et inclusif sur la jeunesse tunisienne, mais surtout avec la jeunesse tunisienne, et surtout travailler pour ouvrir des canaux de participation active de la jeunesse à la vie sociale et politique du pays.

Nos jeunes doivent toujours être au centre de notre attention et surtout de nos actions. Ce n'est pas une faveur que nous leur accordons, ce n'est pas que pour investir dans le futur, parce que quand la moitié de la population a moins de 30 ans, il n'y a pas de développement, il n'y a pas de démocratie, il n'y a pas de présent si les jeunes ne sont pas directement engagés et parties prenantes du processus de décision du pays. Ils demandent à obtenir l'éducation à laquelle ils aspirent ou le travail qu'ils méritent. Et nous avons le devoir et l'intérêt, ensemble, de répondre à leurs attentes et de créer les bons canaux pour leur engagement. Nous devons réussir à transformer leur désenchantement en citoyenneté; croire qu'ils peuvent vraiment contribuer à changer leur pays, avec des résultats concrets.

C'est un défi formidable, mais c'est un défi que nous pouvons gagner grâce à notre collaboration, entre la Tunisie et l'Union européenne. Donc comptez sur nous, toujours, à travers les différentes institutions – je peux le dire ici vous le voyez, le Parlement, la Commission, le Conseil, les Etats Membres tous ensemble, l'Union européenne est là, toujours, pour la Tunisie, pas seulement parce que nous sommes des pays voisins, nous sommes dans la même région, nous partageons la même mer mais surtout parce que nous savons très bien que si la Tunisie va bien, l'Europe va mieux et alors c'est dans notre propre intérêt que nous allons continuer à travailler pour approfondir notre collaboration et être sûrs que cela va amener des bons résultats.

Alors merci encore pour votre présence ici aujourd'hui, pour cette rencontre aujourd'hui mais aussi et surtout je vous souhaite une bonne continuation de votre travail pendant cette semaine et dans le futur parce que comme le Président Tajani l'a dit, ce n'est que le début et nous comptons très fortement sur la collaboration et le partenariat entre parlements en Tunisie et au sein de l'Union européenne pour soutenir et accompagner au niveau parlementaire le travail que nous faisons aux autres niveaux des institutions européennes et tunisiennes.

Merci beaucoup.

Lien vers la vidéo: <https://ec.europa.eu/avservices/video/player.cfm?ref=I137653>